

## *DISCOURS MININT - Samedi 21 septembre 2019*

*Monsieur le Ministre de l'Intérieur,*

*Madame la Vice-présidente du Sénat, présidente du Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires, Chère Catherine TROENDLE,*

*Mesdames et Messieurs les Parlementaires,*

*Monsieur le Président de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours, Cher Olivier RICHEFOU,*

*Monsieur le Président du Conseil départemental du Morbihan (François GOULARD),*

*Monsieur le Président du conseil d'administration du SDIS, Cher Gilles DUFEIGNEUX,*

*Monsieur le Maire de Vannes (David ROBO),*

*Mesdames et Messieurs les élus,*

*Monsieur le Préfet, Directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises (cher Alain THIRION),*

*Monsieur le Président d'Honneur (cher Eric FAURE),*

*Chers amis sapeurs-pompiers et personnels des SDIS et de la Sécurité civile, Mesdames, Messieurs,*

## *Introduction*

### *A \*

- *Plaisir de vous retrouver, honneur de m'adresser à vous, à quelques heures de la clôture de ce très beau congrès*
- *Remarquable engagement bénévole, collectivités locales et partenaires*
- *Merveilleux accueil des Vannetaises et des Vannetais*

### *B \*

- *1<sup>er</sup> congrès du ministre de l'intérieur, un rendez-vous important et déterminant*
- *Votre discours est très attendu, vous nous connaissez bien, vous constatez la force de l'engagement des 250 000 SP de France (dont 195 000 volontaires) – qui interviennent toutes les 7 sec*
- *Présents sur tous les fronts cet été : plages, montagnes, grands événements, feux-de-forêts, catastrophes naturelles*
- *Les français font confiance aux SP – composent 19 millions de fois le 18 ou le 112 – de loin les 1<sup>ers</sup> acteurs du secours*

## C \

- *Des débats très riches tout au long de la semaine – qui montrent toute la vitalité du monde de la sécurité civile*
- *Un modèle de secours qui fonctionne – qui apporte tous les jours la preuve de son efficacité*
- *Mais un modèle au bord de la rupture – surcollicitation comparable à celle des urgences hospitalières*

## D \

- *Besoin d'une véritable et ambitieuse politique de sécurité civile*
- *Besoin que l'on s'en préoccupe au quotidien et non pas uniquement lorsqu'il y a des événements*
- *Nous ne souhaitons pas aujourd'hui un discours de Sainte-Barbe de plus*

## *Face à un monde qui change – quelles évolutions ?*

- *Un monde riche d'opportunités : nombreux industriels et start-ups qui innovent (géolocalisation, systèmes opérationnels et radios, intelligence artificielle)*
- *La sécurité civile reste à la traîne de ces innovations – SIS en retard sur la géolocalisation – manque une composante Fire Tech au sein de la French Tech ; sécurité civile parent pauvre du CoFIS*

## *Menace 1 : Réchauffement climatique*

- *Défi réchauffement climatique – les modèles montrent son accélération – juillet 2019 : mois le plus chaud dans l’histoire – le risque concerne toute l’Europe (22 Etats sur 30)*
- *En France – le risque concerne désormais tout le territoire national toute l’année – Côte d’Or, Indre, Loir-et-Cher, Vienne, Charente-Maritime...*
- *Cette année la stratégie (engagement massif, moyens aériens) a payé et les feux ont pu être éteints sans drame*
- *Face à l’urgence climatique, la sécurité civile doit tirer des enseignements : accélérer modernisation des ABE, besoin sur les hélicoptères de sécurité civile/gabegie HéliSmur.*
- *Comment investir pour répondre aux nouveaux besoins si les collectivités locales n’ont pas de marges de manœuvre*
- *Le volontariat doit avoir les moyens de poursuivre son développement (195 000 n’est pas suffisant) pour que les SIS continuent à jouer le jeu de la solidarité nationale*

## *Menace 2 : Le terrorisme et la radicalisation*

- *Terrorisme : risque permanent : attaques Strasbourg et Lyon. Mais tous directeurs de SDIS pas associés aux réunions de sécurité avec les Préfets*
- *L'administration ignore les capacités opérationnelles des pompiers pour définir doctrine d'emploi moyens de secours en cas d'attaque/substances radioactives (circulaire 700)*
- *Prévention de la radicalisation : pas de criblage au recrutement et à l'engagement*

## *Société qui connaît de profondes mutations*

- *Certaines sont positives : émancipation, autonomie, mobilité et développement de l'information*
- *D'autres, moins positives, impactent les SP*
- *Délitement du lien social : précarité, érosion des solidarités, violences familiales et détresse psychologiques*
- *Vieillesse de la population – maintien à domicile – 4 millions de seniors en perte d'autonomie en 2050*
- *Déséquilibres territoriaux : retrait des services publics, désertification médicale dans certains territoires*
- *Développement des réflexes consuméristes*
- *Explosion des missions non urgentes d'assistance aux personnes : 10 à 20% de nos interventions SUAP*
- *Nécessité de davantage éduquer, sensibiliser les populations – responsabiliser, diminuer pression sur les CTA*

## *Les agressions*

- *Les agressions ont triplé en 10 ans – très souvent des victimes que les pompiers viennent secourir*
- *Le sens même de la mission est remis en cause – des collègues quittent la profession ; cela décourage bien sûr l'engagement des volontaires*
- *Trop peu de mesures prises : renforcement protocoles opérationnels avec forces de l'ordre ; expérimentation caméras piétons*
- *Le 5 septembre : annonce campagne nationale de communication*
- *Quid de la proposition de loi (adoptée Sénat) sur l'anonymat des plaintes des témoins d'agressions ?*
- *Mesures nécessaires : faciliter les dépôts de plainte, faire accompagner les pompiers systématiquement par les forces de l'ordre dans les situations à risque et que la justice sanctionne les auteurs avec fermeté*
- *Au total les SP ont formulé 33 propositions au Sénat*
- *Les CDAU 112 doivent permettre d'arrêter d'envoyer les secours à l'aveugle et de mieux protéger les intervenants*

## *Les SP attendent des réponses à l'explosion du SUAP*

- *Pour alléger la pression opérationnelle*
- *Pour enfin mettre en place les CDAU 112 comme demandé il y a 2 ans par le PR – pour l'instant juste une réflexion sur la prise en charge des appels/effet 2020*
- *CDAU qui doivent réunir pompiers, policiers, gendarmes, SMUR... autour du 112 ! A l'heure des villes intelligentes – il faut arrêter de juxtaposer 4 salles opérationnelles par département !*
- *Redonner aux SP la maîtrise de leurs interventions SUAP : réduire les missions d'assistance, possibilité de refuser ou de différer des interventions, accomplir certains gestes techniques de secours*
- *Positif : la création par la DGSCGC de 15 groupes de travail thématiques – mais que de temps déjà perdu : 2 ans pour aboutir au diagnostic posé par la FNSPF !*
- *Pas de refondation des urgences possibles sans transformation des urgences préhospitalières*

- *Le SUAP n'est pas une compétence partagée, c'est une mission propre des sapeurs-pompiers*
- *Nécessité d'une refonte complète du référentiel SDIS-SAMU de 2008, aujourd'hui caduc*
- *Le MININT : ministre des urgences et de la gestion des crises*
- *Organiser cette refonte autour du 112/ MININT chef de file.*
- *Reprendre le contrôle des moyens*
- *Redonner sens à la mission*

## *Redonner des ressources aux collectivités locales*

- *Augmentation annuelle des missions SUAP de 8% mais des dépenses de fonctionnement plafonnées à 1,2% : situation intenable pour les SDIS*
- *Palier les transferts de charge liés aux difficultés du système de santé*
- *Bien peu d'avancées :*
  - Gratuité des péages votée il y a presque 2ans, renvoyée à des conventions ;*
  - Exonération taxe carburants : amendements parlementaires rejetés*
- *Pistes : redéfinition de l'indemnisation des missions réalisées au profit de la santé, rétablissement de la dotation de soutien aux investissements structurants des SDIS ; suppression des sur-cotisations de retraite à la CNRACL*

*Redonner sens à la mission : favoriser et reconnaître l'engagement humain de tous les sapeurs-pompiers*

- *Loi sur les PATS votée à l'initiative de C. TROENDLE et F. MATRAS. Avancée. Mais insuffisant*
- *Entendre et répondre aux attentes des SP : pour certains/grève depuis cet été.*
- *Sans se renvoyer la balle entre Etat et collectivités locales*
- *Des solutions doivent être apportées sur les sujets statutaires – opportunité du groupe de travail créé à l'initiative d'O. RICHEFOU au sein de la CNSIS/ Parlement des SP = pour projet d'accord au comité des financeurs des SDIS.*
- *Opportunité également de la prochaine réforme des retraites pour garantir l'attractivité du métier : maintien d'un âge de départ anticipé / classement en catégorie active / continuité statutaire / portabilité des droits pour les SPP*

## *Protéger le volontariat de la menace de la DETT*

- *Lever enfin le doute - pas de transposition de la DETT qui revient à assimiler les SPV à des travailleurs – impossible pour les SPV et les employeurs – arrêt de mort de notre modèle de secours*
- *Suite appel Fuveau - porter auprès de Bruxelles le vote rapide d'une nouvelle directive européenne spécifique à l'engagement citoyen*
- *Le débat tenu hier au Parlement européen conduit à l'initiative d' Anne SANDER - cheminement dans le bon sens*

## *Promouvoir et encourager le volontariat*

- *Malgré l'énergie déployée par C. TROENDLE les choses n'avancent pas assez vite sur les 37 mesures du plan volontariat – les avancées se font trop souvent par des déclinaisons technocratiques.*
- *Un pilotage politique est nécessaire pour mettre en place un choc de simplification et porter une nouvelle ambition*

### *4 mesures principales :*

- *Octroyer des bonifications de points retraite aux SPV au titre de la solidarité nationale, en contrepartie de leur engagement*
- *Diversifier le recrutement grâce à une campagne nationale de communication*
- *Exonérer de charges sociales les employeurs de SPV*
- *Inscrire toutes les formations de SPV au répertoire national de la certification professionnelle*

- *En avril dernier groupe d'études sur les SPV- 83 députés - F. MATRAS et P. MOREL-A-L'HUISSIER – faisons leur confiance pour construire un grand texte législatif sur le volontariat*

## **Conclusion**

- *Situation préoccupante qui exige une autre réponse que de la compassion ou l'annonce de nouveaux groupes de travail MAIS*
- *Appelle une véritable ambition de sécurité civile – dont le Président de la République a fixé le cap il y a 2 ans*
- *Faire du 112 l'unique numéro d'appel au secours en // du 116 117, dédié au service d'accès aux soins*
- *La solution du gouvernement (2 numéros) est bonne : d'un côté l'urgence, de l'autre les soins – pas la même file d'attente pour un arrêt cardiaque et un conseil médical*
- *Création de CDAU communs à tous les acteurs des secours d'urgence*

- *Refonte complète de la politique du SUAP en confiant de manière très claire aux sapeurs-pompiers la gestion des urgences préhospitalières*
- *Concrétiser par la loi la politique ambitieuse de sécurité civile fortement axée sur la promotion du volontariat*
- *A l'heure du livre blanc sur la sécurité intérieure – la sécurité civile et les SP ne doivent pas rester à l'écart*
- *Les SP ne veulent pas tomber dans la défiance vis-à-vis des responsables publics qui gagne la population*
- *Les SP de France veulent bien croire en la parole politique : mais il leur faut des actes !*
- *L'acte II du quinquennat doit comporter un acte II de la modernisation de la sécurité civile*
- *Cela s'inscrit pleinement dans les priorités du gvt – urgence écologique, impératif de proximité, réduire les injustices sociales et territoriales, retisser du lien avec les citoyens*

## *Chute*

- *C'est-à-dire de remettre de l'humain dans notre société*
- *De faciliter l'engagement et de reconnaître les mérites de celles et ceux qui agissent au quotidien pour le bien commun*
- *La République peut compter sur les sapeurs-pompiers de France pour sauver des vies, incarner et transmettre ses valeurs*
- *Elle doit donc, pour être elle-même, les soutenir en retour dans leur engagement et tracer la voie de l'avenir*
- *Vive les sapeurs-pompiers ! Vive la République !*